



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

100-101 | 2005

Éducation, religion, état

Ethnologie, question nationale et état dans l'Ouzbékistan contemporain

Analyse de la polémique autour de l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan

Ethnology, the National Question and the State in Contemporary Uzbekistan. An

Analysis of the Polemic about the Ethnic Atlas of Uzbekistan

Marlène Laruelle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1503>

DOI : 10.4000/jda.1503

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 329-347

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marlène Laruelle, « Ethnologie, question nationale et état dans l'Ouzbékistan contemporain », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1503> ; DOI : 10.4000/jda.1503

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Journal des anthropologues

Ethnologie, question nationale et état dans l'Ouzbékistan contemporain

Analyse de la polémique autour de l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan

Ethnology, the National Question and the State in Contemporary Uzbekistan. An Analysis of the Polemic about the Ethnic Atlas of Uzbekistan

Marlène Laruelle

- 1 Les cinq républiques post-soviétiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) doivent, depuis plus d'une décennie, « réajuster » leurs institutions scientifiques aux nouvelles frontières nées de la chute de l'URSS et prendre en compte l'indépendance obtenue en 1991. Tant l'université que l'Académie des sciences sont alors appelées à reconsidérer leur politique de recherche et à l'orienter de façon à répondre aux nouveaux enjeux nationaux et exigences politiques en vigueur. A travers ces réformes se jouent l'avenir des élites intellectuelles locales, leur capacité à maintenir des recherches indépendantes du pouvoir et à s'insérer dans des réseaux intellectuels et institutionnels internationaux. L'Asie centrale contemporaine se trouve donc aujourd'hui animée par les mêmes interrogations que le reste du monde non européen : comment assimiler et « intérioriser » une modernité venue de l'étranger, comment conjuguer la volonté d'un progrès technique importé d'Occident et le maintien de ce qu'on estime être les valeurs spécifiques de sa communauté nationale ?
- 2 L'élaboration du discours sur la nation constitue un objet d'étude particulièrement pertinent pour observer les divers modes de légitimation des nouveaux États d'Asie centrale et les instruments scientifiques qu'ils estiment nécessaires à leur validation politique. Ainsi, en Ouzbékistan comme dans l'ensemble des républiques post-soviétiques, la question de la présence antique de la nation sur son sol contemporain constitue un élément matriciel du discours officiel. L'analyse historique de ce phénomène se fait sur un mode essentialiste, projetant rétroactivement dans le passé l'existence d'une nation ouzbèke née de la modernité soviétique : les ethnies existeraient comme des faits

objectifs et naturels desquels découlerait inévitablement la construction nationale contemporaine. La question autochtoniste est considérée comme d'autant plus cruciale en Ouzbékistan que la concurrence avec les Tadjiks est ancienne et traditionnelle pour ce peuple turcique à la culture profondément persanisée.

- 3 En 2002, la publication par la Fondation Soros de l'*Atlas ethnique d'Ouzbékistan* [*Etničeskij atlas Uzbekistana*] ne correspondant pas aux normes officielles en vigueur sur la question ethnique et cherchant à importer le regard constructiviste occidental a suscité de virulentes polémiques. Celles-ci ont pris une ampleur tout aussi bien politique que scientifique dans un pays où la vie intellectuelle publique est sclérosée et les publications académiques rares. Ces débats offrent ainsi un éclairage révélateur du degré de politisation de la discipline ethnologique et de l'ancrage profond, dans les pratiques et les discours scientifiques, des schèmes soviétiques. Ils permettent de mesurer l'impact d'un environnement politique de plus en plus figé sur le développement des disciplines scientifiques, en Ouzbékistan comme dans les républiques voisines d'Asie centrale.

Des sciences soumises à la pression du politique

- 4 L'interaction entre, d'un côté, des milieux académiques affaiblis par la détérioration de leur statut symbolique et de leur situation économique et, de l'autre, l'élaboration d'un discours sur la nation ne peut être appréhendée sans faire entrer en scène un troisième élément, majeur, le pouvoir politique. Dans des sociétés déjà peu touchées par la libéralisation gorbatchévienne des années 1980 et dont les pouvoirs en place se replient aujourd'hui sur des méthodes de plus en plus paternalistes et autoritaires, l'influence du politique sur le domaine intellectuel reste fondamentale. Bien que le degré de politisation de l'enseignement, en particulier de l'histoire, diverge nettement selon les républiques, toutes se trouvent engagées dans un même processus d'élaboration d'une « pensée présidentielle » qui tend de plus en plus à être citée en référence à toute réflexion scientifique. Le pouvoir s'est en effet arrogé le droit de dire l'histoire, crée des « lieux de mémoire » pour l'État-nation en construction et invite à l'épanouissement d'une nouvelle langue de bois, la politologie, centrée sur l'indépendance de 1991 comme unique objet d'étude pertinent.
- 5 Toutes les sciences humaines et sociales peuvent être considérées comme plus ou moins politisées en fonction de la pression des autorités sur les milieux académiques et des obsessions idéologiques du régime en place. L'étude scientifique du contemporain est tout naturellement au cœur du lien entre science et politique. Tout comme l'histoire contemporaine, quasiment interdite en Ouzbékistan, la sociologie et l'anthropologie dérangent puisqu'elles étudient des mécanismes sociaux dont la portée pratique et symbolique froisse le pouvoir. Dans un pays sans vie politique à l'occidentale, elles seules peuvent mettre à jour des processus fortement politiques, comme le développement de nouvelles classes sociales, l'approfondissement du fossé entre riches et pauvres, et pressentir la montée du mécontentement de la population face à la dégradation de son niveau de vie. Le pouvoir, particulièrement crispé sur ces enjeux, s'inquiète de tout état des lieux objectif qui pourrait être fait de la société ouzbèke post-soviétique. Les questions religieuses et interethniques sont particulièrement sensibles et les autorités partent du principe que des recherches sur ce thème pourraient susciter les problèmes en eux-mêmes.

- 6 D'autres domaines de la pensée sont également strictement contrôlés. Ainsi, l'archéologie est devenue hautement stratégique puisqu'elle seule peut confirmer ou infirmer la présence antique du peuple ouzbek sur son sol contemporain et lui attribuer les brillantes civilisations sédentaires qui se sont développées dans les mythiques Bactriane et Sogdiane. L'ethnologie enfin ne laisse pas indifférent puisque la discipline justifie scientifiquement, dans la tradition soviétique, la politique des nationalités menée dans le pays. Il s'agit donc aujourd'hui d'asseoir sur des soubassements dits indiscutables la prééminence du peuple ouzbek sur son État éponyme face aux autres groupes nationaux et de justifier sa continuité tant ethnique que politique et linguistique. L'affirmation d'une pérennité, non seulement du peuple ouzbek mais de sa conscience nationale de lui-même depuis des temps immémoriaux est scientifiquement prise en charge par ce que la tradition soviétique nomme l'ethnogenèse (*etnogenez*). Ce domaine a été constitué pour l'Asie centrale dès les années 1940 et n'a cessé de dominer la discipline ethnologique, en la centrant sur l'étude des « processus ethniques », sans jamais remettre en cause son postulat fondateur, celui du nécessaire parallèle entre sciences biologiques et sciences humaines dans la compréhension des phénomènes nationaux.

Les divers lieux du débat

- 7 L'*Atlas ethnique* a été commandé et publié par la Open Society Institute Foundation, qui appartient au financier américain G. Soros. Le rédacteur en chef, Alisher Ilkhamov, est un sociologue de formation, spécialiste de questions économiques, en particulier agricoles, et président de la Fondation en Ouzbékistan lors de la rédaction de l'ouvrage. Celui-ci a été publié non pas à Tachkent mais à Istanbul afin d'assurer une meilleure qualité d'édition et d'éviter le droit de regard du pouvoir sur toutes les publications paraissant sur le territoire ouzbékistanais et ce, bien que la censure ait officiellement été supprimée en 2003. L'ouvrage a ensuite été diffusé gratuitement dans la capitale, comme l'ensemble des publications financièrement soutenues par la Fondation Soros, et certains exemplaires sont aujourd'hui en vente chez les bouquinistes.
- 8 Le livre, qui a été géré par des Ouzbeks et non par des Occidentaux, se propose de faire le point sur la question nationale en Ouzbékistan sur un mode descriptif. Il est divisé en deux parties principales : la première est une classification, par ordre alphabétique, d'environ soixante-dix peuples vivant dans le pays, la deuxième est consacrée aux seuls Ouzbeks. L'ouvrage ne contient presque aucun propos suspicieux sur les minorités nationales, les informations se gardant bien de commenter trop directement la situation contemporaine. Les auteurs ont eu comme parti pris de présenter non seulement les peuples « traditionnels » du pays (ceux, autochtones, comme les Dounganes, juifs de Boukhara, Karakalpaks, Kazakhs ou Ouïgours, ceux du monde soviétique comme les Russes, Polonais, Allemands ou Arméniens) mais également les Occidentaux (savants du XIX^e siècle ayant voyagé dans la région, représentants contemporains des ONG, etc.). Contrairement à ce que le titre pourrait laisser supposer, l'ouvrage n'est pas un atlas, puisque les cartes y sont rares, mais plutôt un dictionnaire des « nationalités »¹ d'Ouzbékistan. L'usage du terme *ethnique* est également contestable puisqu'il s'agit en fait des « minorités nationales » telles qu'elles étaient traditionnellement définies dans les recensements soviétiques, les groupes ethniques composant l'entité ouzbèke contemporaine étant quant à eux traités dans la seconde partie de l'ouvrage.

- 9 L'enjeu fondamental de l'*Atlas* ne concerne pas, en réalité, le traitement historiographique de la diversité nationale du pays mais l'écriture de l'histoire des Ouzbeks eux-mêmes. D'importants débats ont ainsi éclaté à son propos dès l'automne 2003 dans le journal électronique *Etno-žurnal* sous la plume de Ch. Kamoliddin, arabisant de formation et responsable des programmes de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan. Ils ont été poursuivis par un long article paru dans la très officielle *Pravda Vostoka* des 14-15 janvier 2004, signé par D. Alimova, directrice de ce même Institut d'histoire, Zoia Arifkhanova, à la tête de la section d'ethnologie, et Ch. Kamoliddin. Les membres de l'Institut d'histoire engagés dans cette polémique sont bien conscients qu'une critique publiée dans un quotidien aussi officiel que la *Pravda Vostoka* favorise une lecture de leur prise de position comme politique et non scientifique. Ils ont alors tenté de s'ancrer dans un débat interne aux milieux académiques en republiant en avril 2004 le même article (avec des changements minimes) dans la principale revue d'histoire d'Ouzbékistan, *O'zbekiston tarihi*, revue trimestrielle fondée en 1998 par l'Institut d'histoire lors de sa rénovation sur commande du président de la république Islam Karimov (Laruelle, 2004). Le directeur de la Fondation Soros en Ouzbékistan, et principal accusé de cette polémique, Alisher Ilkhamov, a quant à lui tenté de répondre à ces diverses critiques mais la *Pravda Vostoka* a refusé de publier son droit de réponse². Il a alors défendu sa propre cause dans deux articles en ligne parus dans l'*Etno-žurnal* et sur le site Internet de la Fondation Soros pour l'Ouzbékistan. Ne pouvant être diffusé à grande échelle en Ouzbékistan, l'*Atlas* a également été entièrement mis en ligne par Ilkhamov sur deux sites non officiels³.
- 10 Il est intéressant de noter que ce débat, jusqu'ici interne aux milieux ouzbékistanais, est en train d'atteindre la Russie. Les ethnologues russes sont en effet eux aussi divisés entre partisans d'une lecture plus occidentale de la discipline et défenseurs de la tradition soviétique d'une ethnologie centrée sur les « processus ethniques ». Le successeur de Ioulia Bromleï à la direction de l'Institut d'ethnologie de Moscou, Valerii Tichkov, tente depuis plusieurs années de faire évoluer la tradition disciplinaire d'une soumission au champ historique, aux objectifs politiques et aux grands textes de référence de la période soviétique. Le caractère frontal de la polémique autour de l'*Atlas ethnique* lui permet alors d'importer, dans des débats internes à la Russie, des éléments en faveur de sa conception et des possibilités de critiquer, voire de caricaturer scientifiquement ses adversaires. Les proches de Tichkov ont ainsi décidé de publier les textes de la polémique dans la principale revue russe d'ethnologie, *Etnologičeskoe obozrenie* (successeur de la célèbre *Sovetskaâ etnografiâ*) et de mettre en place un projet de recueil d'articles, à paraître en 2005, consacré à la question de la construction des identités nationales en Asie centrale et ce, afin de contextualiser les débats autour de l'*Atlas*.
- 11 A. Ilkhamov (2004) a pour l'occasion diffusé sur Internet le chapitre de l'*Atlas* en question, « Archéologie de l'identité ouzbèke », avec quelques ajustements inspirés des critiques qui lui avaient été faites. Il y précise, en introduction, le but réel, théorique, de son intervention : « La notion même d'ethnogenèse me semble ne pas parfaitement correspondre [à la réalité] car elle est tirée de l'arsenal des sciences biologiques, représentant les processus sociaux comme des phénomène historico-naturels où la volonté des individus, des institutions, du pouvoir, des groupes et en particulier des élites, en un mot les sujets sociaux, restent hors du cadre d'analyse ». Sa volonté de débattre des postulats de la science ethnologique soviétique n'est toutefois pas nécessairement partagée puisque la directrice de l'Institut d'histoire, D. Alimova, et celle

de la section d'ethnologie, Z. Arifkhanova, ont refusé (ou furent obligées de refuser ?) de donner leur article ou d'autres commentaires à publier en Russie, suscitant par cette attitude frileuse des critiques encore plus virulentes sur le caractère foncièrement politique du débat.

Une polémique méthodologique et disciplinaire

- 12 Les débats ont en effet pris la forme d'une polémique méthodologique pour affirmer ce qui est en réalité un enjeu politique depuis plusieurs décennies, la question de la formation du peuple ouzbek. Les accusations sont venues de l'Institut d'histoire d'Ouzbékistan, qui dirige toujours, institutionnellement, les recherches ethnologiques menées dans le pays, puisque la tradition soviétique ne laisse pas de marge d'autonomie à la discipline ethnologique, considérée comme une science annexe de l'histoire. Dans l'article « Objectivité et responsabilité. Ce que ne doit pas être l'*Atlas ethnique d'Ouzbékistan* », Alimova, Arifkhanova et Kamoliddin organisent une dénonciation en règle de l'ouvrage. Ils commencent par critiquer l'ordre alphabétique des entrées par nationalités et l'ambiguïté de certaines terminologies, par exemple l'emploi du terme de « minorités ethniques », considéré dans la tradition soviétique comme dépréciatif et auquel devrait être préféré celui de « groupes ethniques ».
- 13 Les auteurs remettent également en cause le non-respect de ce qu'ils estiment être les règles régissant la recherche en ethnologie, qui nécessiteraient de décrire systématiquement – et dans cet ordre précis – tout d'abord les caractéristiques ethnodémographiques, puis les spécificités de culture, le mode de vie, la culture matérielle et enfin les rites de chaque groupe ethnique mentionné. Les arguments deviennent toutefois rapidement politiques. Ainsi, l'entrée « Tadjik » mentionne le processus actuel d'ouzbékisation des Tadjiks comme une assimilation forcée visible tout au long du xx^e siècle. Alimova affirme au contraire, comme le veut le discours officiel, qu'il s'agit là d'un processus naturel de symbiose entre populations tadjikes et turciques qui existerait depuis des siècles, et note l'augmentation du nombre d'écoles, d'émissions de télévision et de radio en tadjik. Une fois passées ces critiques, somme toute modestes et dont certaines sont fondées, le réel objet de la polémique apparaît : le discours historique tenu sur les Ouzbeks eux-mêmes et non sur les minorités nationales.
- 14 Ilkhamov, qui est l'unique auteur de la seconde partie consacrée aux Ouzbeks, remet ouvertement en cause l'écriture de l'ethnogenèse nationale en vigueur depuis plus d'un demi-siècle. Il fait référence aux théories du constructivisme élaborées en Occident, à l'idée que la nation relève d'une construction politique, intellectuelle et étatique, cite les *Communautés imaginées* de Benedict Anderson et affirme qu'il « serait naïf de se représenter la formation de la nation ouzbèke comme un processus historique naturel et objectif » (2002 : 288). Il consacre un chapitre entier à la construction de l'identité nationale à la période soviétique : il insiste tout particulièrement sur le découpage territorial et l'instauration de la république socialiste soviétique (RSS) ouzbèke en 1924, rappelle la création de toutes pièces d'une langue littéraire codifiée fondée sur un seul des dialectes ouzbeks et mentionne trois forces politiques d'importance ayant intérêt à élaborer un sentiment national ouzbek : les djadides⁴, les communistes nationaux des années 1920-1930 avant leur liquidation lors des purges staliniennes et l'appareil du Parti. Ilkhamov ne cache donc pas son rejet de l'historiographie officielle sur les questions ethnogénétiques, accuse les grands classiques soviétiques d'avoir contribué à la

- « canonisation de l'histoire nationale ouzbèke » (*ibid.* : 295) et transformé l'histoire en une téléologie de la nation. Il relève surtout l'une des ambiguïtés fondamentales de l'ethnologie soviétique, celle de la confusion entre *etnos* et nation, à l'origine des nombreux errements épistémologiques de la science ethnogénétique.
- 15 Cette lecture iconoclaste de l'identité nationale suscite un tollé dans les instances officielles dont les grandes figures de l'Institut d'histoire se font l'écho. Dans la plus pure tradition soviétique, les arguments de leur opposant Ilkhamov ne sont pas considérés comme différents mais comme « antiscientifiques » (Alimova, 2004), un terme qui revient régulièrement tout au long des articles publiés sur le sujet. Les nombreuses références d'Ilkhamov à l'anthropologie occidentale, dont il sous-entend de manière discrète la supériorité théorique, choquent en effet les milieux académiques locaux, qui n'ont de toute façon que très peu accès aux textes mentionnés. « La conception (d'Ilkhamov) est fondée sur la théorie, largement diffusée dans l'anthropologie occidentale, du constructivisme, qui est loin d'être reconnue comme rationnelle par la communauté ethnologique puisque le constructivisme nie l'existence de communautés ethniques en tant que réalité objective et reconnaît uniquement des caractéristiques ethniques construites par les hommes en fonction des circonstances. A ce titre, la formation de la nation ouzbèke est appréhendée non comme un processus naturel et historique mais comme le résultat d'une construction politique » (*ibid.* : 78).
- 16 Dans l'article paru en février 2004 dans *l'Etno-žurnal*, Kamoliddin poursuit ces réflexions méthodologiques et concentre ses accusations sur la sociologie. Il lui semble que l'ethnogenèse « ne peut être comprise par le biais de théories sociologiques populaires mais avant tout par le principe de l'historicisme » (Kamoliddin, 2004). Seul l'historien serait donc institutionnellement compétent pour étudier les processus ethniques. La sociologie ne pourrait, en effet, « être utile que pour les communautés constituées depuis peu ou en train de se constituer sur le territoire d'autres peuples, mais ne peut expliquer l'histoire de peuples dont la formation nationale s'est passée sur la base d'une population autochtone » (*ibid.*). Cette critique de la sociologie est d'autant plus virulente que la discipline est quasiment inexistante aujourd'hui en Ouzbékistan et que la section de sociologie de l'Institut d'histoire a été supprimée dès 1993. La formation sociologique d'Ilkhamov est donc considérée comme politiquement suspecte. Si celui-ci reconnaît bien volontiers des erreurs dans la première partie de l'ouvrage consacrée aux minorités, il n'accepte pas de se rétracter concernant sa lecture de l'histoire ouzbèke. Les phénomènes nationaux doivent être, selon lui, étudiés sous un angle pluridisciplinaire et ne relèvent en aucun cas de la propriété des seuls ethnologues. Il repousse également l'accusation de n'avoir pas traité des Ouzbeks selon les thématiques folkloristes en vigueur et rappelle que la politique, les élites, le pouvoir et l'État constituent également des problématiques pertinentes pour comprendre la conscience nationale d'un peuple (Ilkhamov, 2003b).
- 17 Cette polémique peut également être interprétée comme une lutte disciplinaire : l'Institut d'histoire refuse de voir le champ ethnologique lui échapper et être peu à peu réinvesti par des chercheurs se réclamant de la sociologie. En effet, à partir du moment où les sociologues prennent comme sujet de recherche les questions nationales, ils empiètent sur un terrain jusqu'alors considéré, dans le monde soviétique, comme constituant l'objet même de la discipline ethnologique, la raison de celle-ci étant dans son objet d'étude et non dans des méthodes spécifiques (Bertrand, 2002, 2003). Alimova affirme ainsi que « c'est l'Institut d'histoire qui aurait dû publier un tel Atlas »⁵ et qu'il est inacceptable que la Fondation Soros n'ait pas consulté les chercheurs de l'Institut ni, comme le veut la

tradition scientifique soviétique, donné le manuscrit à commenter à un collectif de spécialistes reconnus. Le livre n'aurait donc pas été géré par des savants patentés sur les questions ethniques et aurait plus ou moins ouvertement boycotté l'Institut d'histoire (même si plusieurs auteurs de l'*Atlas* en sont membres) : « aucun des ethnologues reconnus d'Ouzbékistan n'était au courant de la préparation de cette publication » (Alimova, *op. cit.*). Les sociologues n'auraient de toute façon pas à empiéter sur un sujet ne leur appartenant pas et Ilkhamov ne serait qu'un « dilettante » (*ibid.*) en la matière.

- 18 La virulence de la polémique peut également s'expliquer par la situation particulièrement difficile de la section d'ethnologie. Celle-ci est en effet gérée par une ethnographe des plus classiques, Zoia Arifkhanova, qui connaît de grandes difficultés à redynamiser son département⁶, et ce d'autant plus que les analyses ethnographiques strictement descriptives sont condamnées par Alimova, bien consciente de la portée théorique que pourrait avoir la discipline. Il semble surtout que personne ne soit aujourd'hui en mesure de reprendre et de poursuivre la tradition ethnogénétique laissée par le grand ethnologue ouzbek de la période soviétique Karim Chaniazov (1924-2000), disparu sans laisser de disciples. L'Institut d'histoire se retrouve alors dans la situation incroyable d'avoir institutionnellement en sa possession l'un des domaines les plus sensibles de la vie scientifique locale, une longue tradition de réflexion sur le sujet dont il est particulièrement fier, la pression d'un pouvoir politique à la recherche d'une légitimation intellectuelle et l'impossibilité de répondre à cette demande. La prise de parole d'un sociologue soutenu par des institutions occidentales, en l'occurrence la Fondation Soros, ne peut alors être appréhendée que sous la forme d'un vol de propriété intellectuelle et disciplinaire.

La question de l'autochtonisme au cœur des polémiques

- 19 Les aspects théoriques du débat sur les modes de lecture de l'*etnos* ne sont compréhensibles qu'en évoquant également l'importance accordée, dans la science soviétique, à la question de l'autochtonisme. Ainsi, dès l'automne 2003, Kamoliddin publie un article dans lequel il accuse Ilkhamov de vouloir sous-entendre que les peuples turques ont toujours été foncièrement nomades, alors précisément que l'historiographie ouzbèke est fondée sur une appropriation du prestigieux passé sédentaire et urbain de son territoire. Kamoliddin (2003) pense ainsi que « les anciens Türks sont les habitants premiers de l'Asie centrale et constituent une part de la population autochtone de la région ». L'archéologie aurait prouvé l'existence d'une imposante culture sédentaire dans cette zone dès le II^e millénaire avant notre ère, avant même l'arrivée des Indo-Européens, et Kamoliddin souhaite bien évidemment attribuer cette civilisation première aux Türks : « les dernières recherches toponymiques et linguistiques permettent de supposer que, dans le deuxième millénaire avant notre ère, les peuples de langue dravidienne vivaient en voisinage et en étroite interaction avec des peuples de langue proto-turcique, et ces liens ont été rompus par le déferlement des arrivants indo-européens » (*ibid.*). Il serait donc tout à fait légitime scientifiquement d'affirmer que « les proto-Türks étaient les premiers habitants de cette région et constituaient une part de sa population antique pré-indo-européenne » (*ibid.*).

- 20 La constitution de la république socialiste soviétique ouzbèke en 1924, qu'Ilkhamov considère comme l'événement fondateur de la nation éponyme, ne peut donc être comprise, d'après ses opposants, comme un moment tournant et matriciel dans l'histoire ouzbèke. Ils préfèrent en effet poursuivre la lecture téléologique du discours soviétique en présentant cet événement comme la simple et modeste « étape suivante de l'étatité ouzbéko-turcique », qui aurait déjà eu à son actif de très nombreuses entités étatiques diverses depuis l'Antiquité. Les trois auteurs de l'article n'explicitent toutefois pas leur position concernant l'école constructiviste à laquelle se réfère Ilkhamov et son opposition aux théories primordialistes, mais préfèrent faire resurgir la vieille polémique, datant des années 1940-1950, autour du choix de la dynastie des Cheïbanides⁷ comme moment de rupture de l'histoire ouzbèke. Ce soi-disant retour effectué par Ilkhamov au XVI^e siècle est appréhendé comme une offense faite à la nation, dont le sentiment national ne pourrait être aussi récent.
- 21 L'accusation principale tombe alors, révélant le caractère foncièrement identitaire de l'attaque menée contre le livre : « Par leurs regards antiscientifiques et préconçus, ces gens essaient de dessiner les Ouzbeks et les autres peuples turciques de l'Asie centrale comme des nomades sans culture, des pasteurs, des arrivants et des conquérants n'ayant pas leurs traditions culturelles dans la région. [...] Il faut donc (pour mener à bien des recherches scientifiques) récuser certains stéréotypes ancrés dans la science historique et les représentations faussées du rôle des peuples turciques dans l'histoire » (Alimova, *op. cit.*). Dans ses articles de réponse, Ilkhamov (2003a, 2003b) accuse à son tour ses détracteurs de se focaliser sur sa prétendue réhabilitation des Cheïbanides, qui leur permet d'ignorer ce qui constitue réellement le point novateur proposé par l'*Atlas* : l'affirmation de l'inutilité politique et de l'impossibilité scientifique de poser la question nationale en des termes ethnogénétiques.

De l'impossibilité d'un débat scientifique en Ouzbékistan ?

- 22 L'un des principaux acteurs de ce débat, Kamoliddin, ne cherche plus aujourd'hui à poursuivre cette discussion pourtant féconde et annonce, à la fin de son article du printemps 2004, qu'il considère que « la discussion avec Ilkhamov est épuisée et sa continuation inutile » (2004). Ce refus de débattre révèle alors involontairement à quel point les enjeux ne sont pas scientifiques mais bel et bien identitaires, ne souffrant aucune remise en cause. Cette polémique ne reste toutefois compréhensible dans son ampleur que si on la resitue dans un contexte politique plus général : la Fondation Soros aurait contribué, en Géorgie, à la chute du président E. Chevarnadze à l'automne 2003 et à l'élection de M. Saakachvili. Elle est depuis lors particulièrement mal vue en Ouzbékistan, où le pouvoir craint qu'elle tente là aussi de soutenir une déstabilisation du régime d'Islam Karimov. Le durcissement idéologique du pouvoir se fait en effet sentir depuis environ deux ans, l'*Atlas* ne constituant alors que le prétexte déclencheur d'un changement d'attitude envers la présence d'Occidentaux dans le pays. Ainsi, toutes les ONG étrangères ont dorénavant à se faire enregistrer au ministère de la Justice, une procédure qui permettra d'en interdire certaines et d'accentuer les pressions sur les autres. Les menaces se sont généralisées avec l'annonce que les enquêtes sociologiques menées conjointement avec des équipes occidentales nécessiteraient des autorisations

plus longues à obtenir, ne rendant que plus improbable encore le développement de disciplines déjà malmenées comme la sociologie ou l'anthropologie.

- 23 Les attaques ont bien évidemment été tout particulièrement tournées contre la Fondation Soros. Ilkhamov a ainsi été convoqué au ministère de l'Intérieur pour se justifier et y a été prévenu de l'orchestration de la polémique autour de l'*Atlas*. Dans la première version de l'article de la *Pravda Vostoka*, à laquelle Ilkhamov a eu accès, le ton employé était nettement plus politique et usait de nombreuses réminiscences terminologiques soviétiques comme l'accusation de « divergence idéologique » [*ideologižeskaâ diverciâ*]⁸. L'article aurait été remanié et adouci dans la version finalement publiée. La Fondation Soros, installée dans le pays depuis 1996, a néanmoins été obligée de fermer le 1^{er} mars 2004 faute d'avoir, comme par hasard, obtenu son réenregistrement. Son site Internet n'est plus accessible depuis Tachkent, de nombreux universitaires ayant participé depuis plusieurs années aux divers projets de la Fondation Soros ont été fichés sur leurs lieux de travail, les salaires des associés de la Fondation sont bloqués par la Banque Nationale d'Ouzbékistan et le directeur de Soros, Alisher Ilkhamov, a dû quitter le pays pour les États-Unis.
- 24 Lors d'un discours lu à la télévision ouzbèke sur la première chaîne nationale le 30 avril 2004, le président Islam Karimov a justifié la fermeture de la Fondation Soros en l'accusant d'avoir mené des activités contraires à la loi mais a également discrètement mentionné la polémique liée à l'*Atlas* : « il y a eu de très sérieuses tentatives (chez Soros) de mobiliser des groupes séparés de la population. Par exemple, sur la question des relations interethniques, ils ont commencé à faire paraître des publications, des traductions sur la question des relations interethniques. D'où proviennent les Ouzbeks, d'où viennent les Tadjiks, etc. Ces éditions, livres, journaux n'ont aucun fondement et ne résistent pas à une critique élémentaire. Nos historiens ont pris la parole et expliqué cela. Mais leur principal objectif [...] était de choisir les représentants de l'intelligentsia ouzbèke qui pourraient demain les soutenir et de les [...] monter contre l'ordre constitutionnel ». Interdit en Ouzbékistan, le débat scientifique se poursuit aujourd'hui sur Internet ainsi qu'en Russie, en particulier grâce à la volonté des ethnologues russes de prouver l'existence d'un débat pluraliste sur la question ethnique, reconnaissant aux diverses opinions un droit égal d'accès à la scène publique.
- 25 L'ampleur inattendue prise par cette polémique autour d'une vingtaine de pages résumant la construction de la nation ouzbèke contemporaine révèle la profondeur des interactions entre champ politique et discours scientifique, des interactions déjà fortement présentes à l'époque soviétique lorsque l'ethnologie était pensée par le pouvoir comme un mode de justification à sa politique des nationalités. Le fait que ces lignes aient été financées par une fondation occidentale considérée par le pouvoir ouzbek comme très politisée a envenimé le débat scientifique : les motifs politiques sous-jacents sont bien évidemment premiers et l'*Atlas* ne fut que l'un des prétextes à la fermeture de la Fondation Soros. Toutefois, les critiques orchestrées contre lui ne doivent pas uniquement être appréhendées comme une simple commande des autorités car les luttes internes aux milieux académiques locaux sont réelles. La mise en demeure de la sociologie et la condamnation de théories comme le constructivisme, précisément parce que « venu d'Occident », illustrent le maintien des schèmes essentialistes en vigueur dans les sciences humaines soviétiques.
- 26 Les enjeux sont donc également internes à la science post-soviétique, aujourd'hui divisée entre « la vieille garde » formée dans les années 1960 et des jeunes générations plus

avides de lectures occidentales lorsque celles-ci sont accessibles – ce qui n'est quasiment pas le cas en Ouzbékistan. Les milieux académiques sont également déchirés par les enjeux financiers auxquels la recherche contemporaine est aujourd'hui confrontée : les chercheurs ayant réussi à s'associer à des fonds ou institutions occidentaux, et se voyant par là garantir un salaire largement supérieur à celui donné par l'État ouzbek, sont en butte aux réactions de leurs collègues, des réactions qui conjuguent envie de bien-être matériel et sentiment de trahison envers la communauté scientifique nationale. Le nombre très réduit des publications scientifiques paraissant en Ouzbékistan exacerbe également les enjeux, la visibilité de l'*Atlas* dans un spectre éditorial presque inexistant se trouvant alors décuplée. Ces conflits ne sont toutefois pas uniquement générationnels ou matériels, ils divisent également les chercheurs selon leur perception du rôle social qu'ils ont joué ou jouent dans les changements politiques de l'espace post-soviétique depuis une quinzaine d'années. Ainsi, certains considèrent que la disparition de l'Union soviétique ne signifie aucunement une remise en cause de son héritage intellectuel alors que d'autres pensent devoir lier ces deux phénomènes et donc récuser les préceptes soviétiques sur la question nationale.

- 27 Que le regard porté sur la question des identités collectives soit fondé sur le postulat « constructiviste » ou « primordialiste », les auteurs participant à cette polémique restent bien conscients du fort degré de politisation du sujet : aussi bien l'Institut d'histoire, qui s'est senti obligé d'offrir un prétexte scientifique à une volonté politique, que la Fondation Soros, qui savait aller à l'encontre de la vision officielle de l'histoire nationale, se sont à la fois volontairement et involontairement engagés dans des enjeux qui dépassent les sciences humaines et sociales et relèvent du champ public. L'Ouzbékistan, comme ses voisins post-soviétiques, conjugue depuis une décennie durcissement du pouvoir politique et crispations sur la question nationale. La difficulté à assumer l'échec démocratique de l'Asie centrale contemporaine au sortir de l'expérience soviétique semble aller de pair avec une rigidification des conceptions de la nation. L'inflation discursive que subit le thème national révèle alors à quel point celui-ci est appréhendé comme la seule échappatoire idéologique possible et pensé – à juste titre ou non – comme capable d'éviter toute remise en cause politique du pouvoir en place.

BIBLIOGRAPHIE

ALIMOVA D., ARIFHANOVA Z., KAMOLIDDIN Š., 2004. « Ob"ektivnost' i otvetstvennost'. Kakim ne dolžen byt' ètničeskij atlas Uzbekistana », *Pravda Vostoka*, Tachkent, 14-15 janvier, republié dans *O'zbekiston tarihi*, 1, 2004 : 72-85.

BERTRAND F., 2002. *L'anthropologie soviétique des années 20-30. Configuration d'une rupture*. Bordeaux, Presses universitaires.

BERTRAND F., 2003. « Une science sans objet ? L'ethnographie soviétique des années 20-30 et les enjeux de la catégorisation ethnique », *Cahiers du monde russe*, 1 : 93-110.

ILKHAMOV A. (dir.), 2002. *Ètničeskij atlas Uzbekistana*. Tachkent, Open Society Institute Assistance Foundation Uzbekistan.

ILKHAMOV A., 2003a. « Priglašenje k diskussii, ili vnov' ob ètničeskom atlase », consultable sur le site www.tribune-uz.info, n.p.

ILKHAMOV A., 2003b. « Vokrug publikacii *Etničeskij atlas Uzbekistana* », www.tribune-uz.info, n.p.

ILKHAMOV A., 2004. « Arheologiâ uzbekskoj identičnosti », texte Internet diffusé par l'Institut d'ethnologie de Moscou, mai, n.p.

KAMOLIDDIN Š., 2003. « Neskol'ko zamečaniy ob ètničeskom atlase Uzbekistana », *Etnožurnal*, oct.-nov. www.ethnonet.ru, n.p.

KAMOLIDDIN Š., 2004. « Èše raz ob ètničeskom atlase », *Etnožurnal*, février, www.ethnonet.ru, n.p.

LARUELLE M., 2004. « Continuité des élites intellectuelles, continuité des problématiques identitaires. Ethnologie et "ethnogenèse" à l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan », *Cahiers d'Asie centrale*, 13-14. IFEAC – Edisud.

NOTES

1. Rappelons qu'en Union Soviétique, comme dans la tradition russe, la « nationalité » (*narodnost'*) désigne souvent un groupe national minoritaire, soit qu'il dispose d'un État voisin (Polonais, Finnois, etc.) soit qu'il existe uniquement au sein de l'Empire russe (Tatars, petits peuples de Sibérie, etc.). Etre une « nationalité » reconnue dans les recensements soviétiques signifiait bénéficier de droits culturels et linguistiques précis suivant le statut administratif donné par le pouvoir central. Les pays post-soviétiques ont poursuivi cette tradition de mise en valeur officielle de la diversité nationale, exhibant tous fièrement « plus de cent nationalités » dans le pays.
2. L'informateur a souhaité rester anonyme, entretien effectué à Tachkent, 19 février 2004.
3. <http://diaspora.fergana.ru/atlas/index.htm>
<http://ula.uzsci.net/portal/library/atlas.php>
4. Mouvement musulman réformateur inspiré d'Ismail Gaspary (1851-1914) et qui s'est développé dans les premières décennies du xx^e siècle avant que ses principales figures ne soient liquidées soit par la guerre civile et l'exil, soit par les purges politiques de la fin des années 1930. Le djadidisme espérait concilier l'islam et la pensée occidentale et tenta de donner aux Turco-musulmans de l'Empire un rôle politique et identitaire actif en Russie.
5. Entretien avec D. Alimova, Institut d'histoire, Tachkent, 19 février 2004.
6. Les doctorants en ethnologie sont très peu nombreux (une quinzaine de thèses soutenues depuis 1991) et les sujets de recherche fondés sur une conception très descriptive et folkloriste de l'ethnographie.
7. Dynastie ouzbèke constituée en Transoxiane au début du xvi^e siècle sous la direction de Chaybani Khan (1451-1510) et dont les dirigeants appartiennent originellement à une population nomade venue de la partie orientale du territoire de la Horde d'Or, tirant son nom du khan Uzbek (qui régna de 1312 à 1342).
8. L'informateur a souhaité rester anonyme, entretien effectué à Tachkent, 19 février 2004.

RÉSUMÉS

L'élaboration du discours sur la nation constitue un objet d'étude particulièrement pertinent pour observer les divers modes de légitimation des nouveaux États d'Asie centrale et les instruments scientifiques qu'ils estiment nécessaires à leur validation politique. En 2002, la publication par la Fondation Soros d'un Atlas ethnique d'Ouzbékistan ne correspondant pas aux normes officielles en vigueur sur la question ethnique et cherchant à importer le regard constructiviste occidental a suscité de virulentes polémiques. Ces débats offrent ainsi un éclairage révélateur du degré de politisation de la discipline ethnologique et de l'ancrage profond, dans les pratiques et les discours scientifiques, des schèmes soviétiques. Ils permettent de mesurer l'impact d'un environnement politique de plus en plus figé sur le développement des disciplines scientifiques, en Ouzbékistan comme dans les républiques voisines d'Asie centrale.

The elaboration of discourse about the nation constitutes a particularly apt object of study for the observation of the various modes of legitimation of the new Central Asian States and the scientific instruments that they consider necessary for their political validation. In 2002, the publication by the Soros Foundation of an Ethnic Atlas of Uzbekistan that did not correspond with the current official norms regarding the ethnic question and sought to import a Western constructivist perspective gave rise to virulent polemical arguments. These debates thus throw important light on scientific practices and discourses, Soviet schemata. They allow us to measure the impact of a political environment that is increasingly set on the development of scientific disciplines, in Uzbekistan as in the neighbouring Central Asian Republics.

INDEX

Keywords : Central Asia, epistemology of science, ethnology, ex-USSR, historiography, politics, Uzbekistan

Mots-clés : Asie centrale, épistémologie des sciences, ethnologie, ex-URSS, historiographie, Ouzbékistan, politique

AUTEUR

MARLÈNE LARUELLE

Centre d'études du monde russe (EHESS),
Observatoire des États post-soviétiques (INALCO)